VVV. L.1590/1.

Bureau Coordination

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 16 novembre 1951, d'une demande d'avis sur un projet de loi "portant révision de la loi du 15 juin 1899 comprenant le titre premier du Code de procédure pénale militaire", a donné en sa séance du 4 avril 1951 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 16e November 1951 door de Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "tot herziening van de wet van 15 Juni 1899 bevattende de eerste titel van het Wetboek van militaire Strafvordering", heeft ter zitting van 4 April 1951 het volgend advies gegeven :

Observations générales.

Le projet modifie la compétence des juridictions militaires sur deux points essentiels : d'une part, il soustrait à leur compétence les infractions commises en temps de paix par les membres des forces armées lorsque ces infractions n'ont aucun caractère militaire; d'autre part, il étend la compétence des juridictions militaires aux crimes et délits contre la sûreté de l'Etat commis par les civils. en temps de paix.

\+

\+ \+

Déjà l'article 23 du Code de procédure pénale militaire soustrayait à la compétence des juridictions militaires les infractions en matière d'impôts, de chasse et de pêche, de voirie, de roulage, de police rurale ou forestière, etc... commises par les militaires. Toutefois, ces infractions restaient soumises à la juridiction militaire lorsqu'elles étaient commises pendant le service, ou bien par un militaire logé chez le particulier ou faisant partie d'une troupe en marche ou en campagne. Cet article 23 contenait donc en germe le système proposé par le Gouvernement.

Désormais, en temps de paix, le militaire ne sera justiciable du conseil de guerre que pour les infractions commises pendant le service. En dehors du service, il sera traité comme tout autre citoyen. Si pendant un congé ou pendant ses heures de loisir il commet une infraction, il sera renvoyé devant le tribunal de police, le tribunal correctionnel ou la cour d'assises.

\+

\+ \+

.../...

D'autre part, le projet prévoit une extension de la compétence des juridictions militaires pour le temps de paix en ce qui concerne les crimes et délits contre la sûreté de l'Etat. En cette matière, la loi du 19 juillet 1934 avait donné compétence aux juridictions militaires, mais uniquement pour les infractions commises en temps de guerre.

La loi du 22 mars 1940 relative à la défense des institutions nationales avait déféré aux juridictions militaires les infractions qu'elle instituait, mais elle avait prévu que, dans ce cas, le conseil de guerre comprendrait deux membres civils.

Enfin, les arrêtés-lois des 26 et 27 mai 1944 avaient considérablement étendu la compétence des conseils de guerre à l'égard des civils. Le premier de ces arrêtés-lois prévoyait également l'adjonction au conseil de guerre d'un second magistrat civil.

La remise de l'armée sur pied de paix a mis fin à cette compétence extensive des juridictions militaires. Désormais cette compétence leur appartiendra en temps de paix comme en temps de guerre. Le Gouvernement ne prévoit toutefois pas une composition particulière des conseils de guerre lorsqu'ils auront à juger des crimes et délits contre la sûreté de l'Etat.

Une revision ultérieure du titre II du Code de procédure pénale militaire permettra éventuellement d'y pourvoir.

.../...

Article 1er.

L'article 1er pose en principe que les personnes soumises aux lois militaires relèvent des juridictions ordinaires. Il renverse ainsi le principe formulé par l'article 21 de la loi du 15 juin 1899, aux termes duquel la juridiction militaire juge toutes les infractions aux lois pénales militaires et les infractions de droit commun commises par les militaires.

Article 2.

L'article 2 détermine la compétence des conseils de guerre en temps de paix à l'égard des militaires. Le Conseil d'Etat propose de citer en premier lieu des infractions au Code pénal militaire, que le projet ne mentionne qu'en second lieu.

Le conseil de guerre sera en outre compétent à l'égard des militaires pour les infractions de toute nature commises dans le service, ainsi que dans les casernes, quartiers, établissements militaires et chez l'hôte.

Une disposition analogue figurait déjà à l'article 23 du Code de procédure pénale militaire. L'alinéa final de cet article parlait d'infractions de toute nature commises pendant le service. Le Gouvernement propose de dire "infractions de toute nature commises dans le service".

Le rapport de la commission joint à l'exposé des motifs commente longuement ces termes. Il convient, en effet, d'éviter une confusion.

.../...

La législation sur la milice fixe la durée du service actif des miliciens qui était de douze mois et qui vient d'être porté à vingt-quatre mois. Le service actif comprend les périodes de congés d'urgence ou de faveur.

La loi sur les pensions militaires accorde des pensions aux officiers et aux militaires de rang subalterne qui comptent un nombre déterminé d'années de service effectif.

Lorsque le projet parle d'infractions commises dans le service, il se réfère non pas aux années de service actif des miliciens, ni aux années de service effectif des militaires de carrière, mais à une notion beaucoup plus restreinte.

Selon le rapport de la commission, le mot "service" désigne la situation du militaire en activité réelle de service, mais exclut le temps que le militaire passe en congé ou en permission, de même que les heures de détente quotidienne.

En vertu de l'article 23 du Code de procédure pénale militaire, les tribunaux ont, depuis 1899, dû apprécier si l'infraction de roulage avait été commise par un militaire "pendant le service" ou "en dehors du service".

L'article 36 du Code pénal militaire punit les violences commises "pendant le service" ou à l'occasion du service, tandis que l'article 35 concerne les violences commises "en dehors du service".

.../...

L'article 7 des lois coordonnées sur les pensions militaires et l'article 3 des lois coordonnées sur les pensions de réparation parlent de blessures éprouvées "durant le service".

Selon le règlement de discipline militaire du 15 mars 1815, tout militaire est obligé, "dans le service", d'obéir promptement et sans réplique aux ordres de ses supérieurs.

En vertu de la loi du 28 germinal an VI (article 97), les gendarmes n'étaient justiciables des juridictions militaires que pour les délits "relatifs au service" et à la discipline militaire, et de nombreux arrêts et jugements avaient précisé ce qui était un délit purement militaire et ce qui ne l'était pas (Cass. 28 juin 1880 et 13 juin 1881, Pas. 1880, p. 259, et 1881, p. 310). L'article 25 de la loi de 1899 a mis fin à ce régime.

Les termes "dans le service", "relatif au service", "durant le service" ont donc un sens plus restreint que la notion de "service actif" de la loi sur la milice et la notion de "service effectif" pour les pensions militaires d'ancienneté.

Pour décider du renvoi d'un prévenu devant le conseil de guerre, il était certes plus aisé de constater, selon le système de la loi de 1899, s'il avait ou non reçu lecture des lois militaires que d'apprécier, dans chaque cas d'espèce, si le militaire est en service ou non.

Mais une fois admis le principe qu'en temps de paix le militaire reste un citoyen justiciable des

.../...

juridictions ordinaires pour les infractions non militaires, il appartient au juge d'appliquer ce principe à l'infinie diversité des situations.

Pour prévenir, dans la mesure du possible, les difficultés d'interprétation, le Conseil d'Etat propose, à l'article 2, de substituer aux mots "dans le service" l'expression "pendant le service" déjà employée à l'article 23 du Code de procédure pénale militaire. L'expression "pendant le service" marquera plus clairement qu'il s'agit simplement d'une notion de temps, à laquelle fait d'ailleurs suite une notion de lieu - dans les casernes, établissements militaires et chez l'hôte -, et qu'il ne faut pas que l'infraction consiste dans l'exécution fautive (ou culpeuse) d'un acte que le militaire avait le pouvoir ou le devoir d'accomplir en vertu de sa fonction.

Article 13.

I.

L'article 13 du projet de loi concerne la compétence des juridictions militaires à l'égard des militaires et des personnes attachées, à quelque titre que ce soit, à une fraction de l'armée qui se trouvera dans la colonie, en territoire étranger et en territoire ennemi. Quand il s'agit d'infractions commises par ces personnes en dehors du territoire belge, ce sont les dispositions de la section II qui sont applicables.

Cette section II établit les règles de la compétence des juridictions militaires en temps de guerre: on y trouve d'abord une règle générale (article 6)

.../...

suivant laquelle, en temps de guerre, les infractions commises par les personnes soumises aux lois militaires ou attachées à l'armée, à quelque titre que ce soit, sont de la compétence des juridictions militaires, que ce soient des infractions aux lois pénales militaires ou des infractions au droit commun; ensuite, des règles spéciales étendent cette compétence à d'autres personnes, soit en raison de la nature de certaines infractions que l'article 7 détermine, soit en raison de la corréité ou de la connexité (articles 9 et 10), soit en raison de la qualité des justiciables (prisonniers de guerre et étrangers réfugiés sur le territoire belge, article 8), soit par suite de l'impossibilité, pour les juridictions ordinaires, de fonctionner en temps de guerre (article 11).

En disant à l'article 13 que les dispositions prévues à la section II sont applicables aux infractions commises en dehors du territoire par les militaires et les personnes attachées, à quelque titre que ce soit, à une fraction de l'armée, on signifie simplement que les règles formulées dans cette section sont applicables à ces personnes-là, mais à elles seules. Le texte, dans la rédaction proposée, exclut les extensions de compétence établies à l'égard d'autres personnes que celles qui sont désignées à l'article 13. Si telle était l'intention du législateur, il conviendrait de se référer au seul article 6 de la section II.

D'après le rapport de la commission joint à l'exposé des motifs, l'intention est, au contraire, d'autoriser les extensions de compétence prévues à la section II. En effet, le rapport fait allusion (sub n° 15) à l'article 7 du projet, qui vise les auteurs et complices de certaines infractions même lorsqu'ils ne sont ni militaires ni attachés à l'armée.

.../...

Si telle est réellement l'intention du législateur, il conviendrait de la formuler de façon expresse.

Cependant, les juridictions militaires ne seront compétentes à l'égard des réfugiés, pour les infractions commises en dehors du territoire belge, que s'ils se sont réfugiés sur le territoire belge et y ont fait l'objet d'une mesure d'internement.

II.

L'article 13 a, en toute hypothèse, pour objet d'élargir la compétence des juridictions militaires à l'égard des militaires et des personnes attachées, à quelque titre que ce soit, à une fraction de l'armée, quand cette fraction de l'armée se trouve "dans la colonie ou en territoire étranger ou ennemi".

Par le fait même, il étend la territorialité du droit pénal belge en le rendant applicable aux infractions commises en dehors du territoire belge lorsque ces infractions sont commises par les personnes ci-dessus désignées.

Par les mots "en dehors du territoire belge", le texte entend désigner aussi bien le territoire de la colonie que les territoires étrangers et ennemis. Le projet semble donc considérer que le Congo belge ne fait pas partie du territoire belge; de plus, en se servant du mot "colonie", il ne tient pas compte de la situation spéciale du Ruanda-Urundi qu'il classe parmi les territoires étrangers.

Quoique le Congo belge soit régi par une législation distincte de celle de la métropole, qu'il ait

.../...

notamment ses propres juridictions et son droit pénal particulier, qu'il en résulte parfois, pour un Belge, une situation juridique de fait qui rappelle celle qui se produit dans un territoire étranger, il n'en reste pas moins que le Congo, avec la Belgique, ne forme qu'un seul et même territoire national. Le Congo est un territoire belge au même titre que la métropole. D'autre part, la Belgique, suite à la conférence de San Francisco, n'a remis le Ruanda-Urundi au "Trusteeship" des Nations Unies qu'en se réservant le droit de l'administrer suivant la législation belge comme partie intégrante du territoire belge (article 5 de l'accord de tutelle intervenu entre la Belgique et les Nations Unies le 13 décembre 1946, approuvé par la loi du 25 avril 1949).

\+

\+ \+

En réglant, par un seul et même texte, la compétence des juridictions militaires selon que les troupes se trouvent en territoire étranger, ennemi ou congolais, on aboutit à des conséquences juridiques absolument différentes selon qu'il s'agit de territoire ennemi ou étranger ou du Congo et du Ruanda-Urundi. La nouvelle loi ne modifiera d'aucune façon la compétence des juridictions étrangères. Dans les pays où se trouvent nos troupes, notre loi sera sans effet sur la compétence des juridictions étrangères à l'égard de leurs propres nationaux et même, sous réserve de l'application du droit des gens, à l'égard des personnes attachées à notre armée qui se trouveraient sur ce territoire.

Par contre, l'article 13 fera de la présente loi une loi particulière, applicable dans la colonie,

.../...

qui modifiera la législation congolaise, supprimant la compétence des tribunaux congolais dans la mesure où les juridictions militaires de la métropole deviennent compétentes.

L'article 13 aura, dans la mesure de ses prescriptions, une portée semblable à celle de l'article 30 de la Charte coloniale. Les juridictions militaires de la métropole deviendront seules compétentes pour juger les personnes attachées à l'armée, y compris le grand nombre des indigènes qui, à raison des conditions propres à l'Afrique, leur seront nécessairement attachés. D'autre part, la référence à toutes les dispositions prévues à la section II étendrait cette compétence, en cas de corréité ou de connexité, aux auteurs et aux complices qu'ils soient fonctionnaires coloniaux, colons ou indigènes.

Enfin, l'article 7 fera entrer dans le droit pénal congolais les infractions qui y sont mentionnées, sans qu'il soit nécessaire d'"avoir obtenu l'accord préalable de l'autorité qui exerce le pouvoir souverain dans le pays dans lequel l'infraction a été commise" (rapport de la commission, sub n° 15), mais ces infractions ne pourront être poursuivies au Congo que devant les juridictions militaires des troupes métropolitaines, et il en sera ainsi en temps de paix comme en temps de guerre.

\+

\+ \+

Depuis les travaux de la commission, un fait nouveau s'est produit. La présence d'une fraction de

.../...

l'armée belge au Congo n'est plus un fait éventuel et accidentel, c'est, depuis la création de la base de Kamina, un fait actuel et permanent. Le problème à résoudre n'est pas seulement un problème de compétence, mais également un problème d'organisation judiciaire afin de permettre le fonctionnement de juridictions régulièrement composées malgré les conditions où se trouveront les troupes détachées au Congo.

Il résulte des renseignements donnés au Conseil d'Etat que la nécessité d'y pourvoir, provoquera le dépôt d'un projet de loi.

Le Conseil d'Etat est d'avis :

1° qu'il n'est pas possible de rédiger une disposition qui règlera, dans les mêmes termes, la compétence des juridictions militaires de la métropole à la fois pour le Congo, le Ruanda-Urundi et les territoires ennemis ou étrangers;

2° que les problèmes juridiques complexes qui se posent, en l'occurrence, justifient une loi distincte qui règlera la question en ce qui concerne les troupes métropolitaines au Congo, y compris celles de la base de Kamina.

\+

\+ \+

Article 14.

L'article 14 concerne la compétence des juridictions militaires belges lorsque nos troupes occupent un territoire étranger. A l'égard des membres des forces armées et des personnes attachées à l'armée, la question est résolue par l'article 13. L'article 14 ne concerne donc que les civils belges qui n'ont aucun lien avec

.../...

l'armée ainsi que les habitants du territoire occupé. La compétence des juridictions militaires est dans ce cas déterminée par le droit international. Elle peut aussi être étendue par des conventions internationales ou des accords. L'article 14 a pour objet d'habiliter nos juridictions en vue de semblable extension contractuelle de leur compétence.

Il n'a pas pour objet de conférer à une autorité amie ou alliée le pouvoir de déterminer la compétence d'un conseil de guerre belge en pays occupé. Les termes "pour lesquelles compétence leur est attribuée par l'autorité occupante" sont donc ambigus. Le Conseil d'Etat propose de modifier ce texte.

Article 15.

La disposition contenue dans l'article 15 et celles de la plupart des articles suivants s'expliquent par le fait que ces matières avaient déjà été réglées par la loi du 15 juin 1899 et que, lorsque cette loi sera abrogée, il est nécessaire qu'il soit pourvu immédiatement à son remplacement.

Ces dispositions trouveraient cependant mieux leur place dans le Code pénal militaire que dans une loi relative à la compétence.

Article 16.

L'article 16, b, étend aux militaires ou miliciens réputés déserteurs, la soumission aux lois militaires.

.../...

La chose se comprend pour le milicien qui n'ayant pas été incorporé, ne tombe pas sous l'application de l'article 17 du projet.

Le Conseil d'Etat est d'avis qu'il n'y a pas lieu de reprendre dans cette disposition le cas des militaires réputés déserteurs.

Le militaire, en effet, a été incorporé et pour lui le délit de désertion n'existe que dans la mesure où il a la qualité de militaire (Cass. 27 mai 1929 - Pas. 1929-I-200).

En ce qui concerne les miliciens réputés déserteurs, la question est réglée par l'article 97 de la nouvelle loi sur la milice.

Article 17.

L'article 17 du projet a pour objet de remédier aux grandes difficultés rencontrées par les parquets militaires au cours des deux guerres lorsqu'ils devaient faire la preuve qu'un prévenu avait reçu lecture des lois militaires. La Cour de cassation avait admis la soumission aux lois militaires lorsque la réalité de l'incorporation du milicien ou du volontaire n'était pas contestée.

L'article 17 prévoit donc la soumission aux lois militaires à partir du jour de l'incorporation. Le Conseil d'Etat constate que la récente loi sur la milice dispose au contraire en ses articles 57, 69 et 81, que le milicien et le volontaire acquièrent la qualité de militaire par la lecture des lois militaires.

.../...

Si le Gouvernement persiste dans son intention de modifier le système antérieur, il conviendrait de modifier la loi sur la milice en définissant la nouvelle notion d'incorporation.

Dans la négative, il conviendrait d'omettre l'article 17 du projet.

\+

\+ +

Le Conseil d'Etat constate que la compétence de la Cour militaire en tant que juridiction de premier ressort reste régie par l'article 104 du Code de procédure pénale militaire qui figure au titre II de ce code.

\+

\+ +

Le Conseil d'Etat propose d'abroger expressément l'arrêté royal du 31 octobre 1815 relatif aux délits commis par les militaires. Cet arrêté, qui attribue au juge militaire la connaissance de tous les délits commis par des militaires, est en contradiction avec les principes qui sont à la base du projet. Au surplus, il n'a ni pour objet, ni pour effet, de mettre en vigueur en Belgique les codes néerlandais de 1814 et 1815; ces codes avaient déjà acquis force obligatoire en vertu des arrêtés royaux des 21 août 1814 et 17 avril 1815; ils ont été maintenus en vigueur par l'arrêté du Gouvernement provisoire du 27 octobre 1830.

\+

\+ +

.../...

Pour le surplus, le Conseil d'Etat propose des modifications de forme qui figurent dans le texte ci-après :

PROJET DE LOI CONTENANT LE TITRE PREMIER DU CODE DE PROCEDURE PENALE MILITAIRE.

BAUDOUIN, Prince Royal, exerçant les pouvoirs constitutionnels du Roi,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice et de Notre Ministre de la Défense nationale,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Notre Ministre de la Justice est chargé de présenter en Notre nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

Première partie.

CODE DE PROCEDURE PENALE MILITAIRE.

TITRE PREMIER.

DES JUSTICIABLES ET DES INFRACTIONS RELEVANT DE LA JURIDICTION MILITAIRE.

CHAPITRE Ier. - Des justiciables et des infractions relevant de la juridiction militaire en temps de paix.

.../...

Article 1er.-

En temps de paix, les juridictions ordinaires sont compétentes pour juger les personnes soumises aux lois militaires, sauf les dérogations prévues aux articles 2 à 5.

Article 2.-

Sont jugées par les juridictions militaires, les personnes soumises aux lois militaires, prévenues :

1° d'infractions au Code pénal militaire;

2° d'infractions de toute nature, commises pendant le service ainsi que dans les casernes, quartiers, établissements militaires et chez l'hôte;

3° d'infractions prévues par les chapitres I et II du titre V du livre II du Code pénal.

Article 3.-

Sont jugés par les juridictions militaires, qu'ils soient ou non soumis aux lois militaires, les auteurs et complices des infractions prévues par :

1° le livre II, titre premier, chapitre II du Code pénal;

2° l'arrêté du prince souverain du 9 février 1815 qui punit de la réclusion le crime d'embauchage;

3° la loi du 12 décembre 1817 établissant des peines contre ceux qui, n'étant pas soumis à la juridiction militaire, favorisent la désertion d'individus appartenant aux armées de terre et de mer;

4° l'arrêté-loi du 20 août 1915 relatif à la destruction et dégradation des dispositifs de défense établis par l'armée;

.../...

5° l'arrêté-loi du 15 décembre 1917 concernant la répression du trafic d'objets achetés dans les magasins ou cantines de l'armée;

6° l'article 11 de la loi du 24 juillet 1923 sur la protection des pigeons militaires et la répression de l'emploi des pigeons pour l'espionnage, modifié par l'arrêté-loi du 15 avril 1940;

7° la loi sur la milice, le recrutement et les obligations de service, coordonnée par l'arrêté royal du 15 février 1937 (1).

Article 4.-

Quand une personne justiciable de la juridiction militaire et une personne justiciable de la juridiction ordinaire sont poursuivies simultanément comme auteurs ou complices,
la juridiction militaire est compétente pour juger la personne justiciable de la juridiction ordinaire.

Article 5.-

Lorsqu'une infraction qui ressortit à la juridiction militaire est connexe à une infraction qui ressortit à la juridiction ordinaire, l'auteur ou les auteurs et complices de ces infractions sont jugés par la juridiction compétente pour l'infraction réprimée par la peine la plus forte suivant les distinctions établies par l'article 63 du Code pénal. Si la peine est la même, ils sont jugés par la juridiction militaire. La peine de la destitution portée comme peine principale est plus forte que la peine de l'emprisonnement.

---

(1) Sous réserve de l'intitulé et de la date de la prochaine loi sur la matière.

CHAPITRE II. - Des justiciables et des infractions relevant de la juridiction militaire en temps de guerre.

Article 6.-

En temps de guerre, les juridictions militaires sont compétentes pour juger les infractions commises par les personnes soumises aux lois militaires, ou attachées à l'armée à quelque titre que ce soit, ou autorisées à suivre un corps de troupe.

Article 7.-

Les juridictions militaires sont également compétentes pour juger les auteurs et complices des infractions prévues par :

1° le livre II, titre premier, du Code pénal;

2° les articles 198, 199, 200, 201, 203, 205, 206, 207, 208, 209 du Code pénal lorsque le document falsifié a été ou aurait dû être délivré ou fabriqué par les autorités investies de pouvoirs en état de siège ou en leur nom;

3° les articles 252, 269 à 276, 278 à 281 du Code pénal lorsque les infractions sont commises à l'égard d'un officier ou d'un agent de la force publique;

4° les articles 372 à 382, 392 à 410 du Code pénal lorsque ces infractions sont commises sur ou à l'égard de toute personne faisant partie de l'armée ou à la suite de l'armée ou d'une armée alliée opérant en Belgique ou à la Colonie;

5° les articles 392 à 410, 434 à 442 du Code pénal lorsque ces infractions sont commises par des personnes

.../...

agissant pour le compte ou sur les instructions d'organisations ou de groupements faisant partie de l'armée ennemie, à la suite de celle-ci ou jouissant de sa protection;

6° les articles 406, 461 à 476, 491 et 496, 505, 508, 510 à 523, 528 à 534 et 559, 1°, du Code pénal lorsque ces infractions sont commises au préjudice de l'Etat, des provinces ou communes ou d'un Etat allié de la Belgique dont les armées opèrent sur le territoire national ou colonial;

7° les articles 29, 30, 31 et 32 de la loi du 27 mai 1870 contenant le Code pénal militaire;

8° l'arrêté du prince souverain du 9 février 1815 qui punit de la réclusion le crime d'embauchage;

9° la loi du 12 décembre 1817 établissant des peines contre ceux qui, n'étant pas soumis à la juridiction militaire, favorisent la désertion d'individus appartenant aux armées de terre et de mer;

10° l'arrêté-loi du 20 août 1915 relatif à la destruction et dégradation des dispositifs de défense établis par l'armée;

11° l'arrêté-loi du 5 janvier 1916 relatif aux changements de résidence dans le but de se soustraire aux opérations du recrutement de la milice;

12° l'arrêté-loi du 11 octobre 1916 relatif à l'état de guerre et à l'état de siège, modifié par l'arrêté-loi du 16 novembre 1918 et par les lois des 30 avril 1919 et 5 mars 1935;

13° l'arrêté-loi du 15 décembre 1917 concernant la répression du trafic d'objets achetés dans les magasins ou cantines de l'armée;

.../...

14° la loi du 24 juillet 1923 sur la protection des pigeons militaires et la répression de l'emploi de pigeons pour l'espionnage, modifiée par l'arrêté-loi du 15 avril 1940;

15° l'article 1er de l'arrêté royal du 19 juillet 1926 déterminant les mesures destinées à réprimer les avis ou informations de nature à ébranler le crédit de l'Etat, modifié par l'article 1er de l'arrêté royal du 3 décembre 1934;

16° la loi du 12 mai 1927 sur les réquisitions militaires;

17° la loi du 3 janvier 1933 relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et au commerce des munitions, modifiée par les lois des 29 juillet 1934 et 4 mai 1936;

18° la loi du 29 juillet 1934 interdisant les milices privées et complétant la loi du 3 janvier 1933 relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et au commerce des munitions, modifiée par la loi du 4 mai 1936;

19° la loi sur la milice, le recrutement et les obligations de service, coordonnée par l'arrêté royal du 15 février 1937; (1)

20° les articles 30 et 31 de la loi du 27 juin 1937 portant revision de la loi du 16 novembre 1919. relative à la réglementation de la navigation aérienne;

21° l'arrêté royal n° 30 du 25 août 1939 relatif à la divulgation, la diffusion, la publication ou la reproduction de certaines informations d'ordre militaire, confirmé par la loi du 16 juin 1947;

---

(1) Sous réserve de l'intitulé et de la date de la prochaine loi sur la matière, et sauf à la reporter après l'arrêté-loi du 10 avril 1941.

22° l'arrêté royal du 10 novembre 1939 relatif aux réunions publiques dans les lieux de cantonnements militaires;

23° l'arrêté-loi du 30 avril 1940 relatif à la défense et à la sécurité du pays;

24° l'article 1er de l'arrêté-loi du 13 mai 1940 renforçant la répression de certains faits commis en temps de guerre;

25° l'arrêté-loi du 10 avril 1941 relatif à l'interdiction des relations d'ordre économique avec l'ennemi;

26° la loi du 25 mars 1891 portant répression de la provocation à commettre certains crimes ou délits, modifiée par l'article 3 de la loi du 28 juillet 1934, lorsque la provocation tend à faire commettre une des infractions énumérées au présent article.

Article 8.-

Les juridictions militaires sont compétentes pour juger toutes les infractions commises par les prisonniers de guerre ainsi que par les étrangers même non militaires qui, en temps de guerre, se réfugient sur le territoire belge et y font l'objet d'une mesure d'internement.

Article 9.-

Quand une personne justiciable de la juridiction militaire et une personne justiciable de la juridiction ordinaire sont poursuivies simultanément comme auteurs ou complices d'une même infraction ou d'infractions connexes, la juridiction militaire est compétente pour juger la personne justiciable de la juridiction ordinaire.

.../...

Article 10.-

Lorsqu'une infraction qui ressortit à la juridiction militaire est connexe à une infraction qui ressortit à la juridiction ordinaire, elles sont jugées l'une et l'autre par la juridiction militaire.

Article 11.-

Lorsque,par suite de faits de guerre, la juridiction ordinaire est dans l'impossibilité de fonctionner sur une partie du territoire national, les habitants sont jugés par les juridictions militaires pour toutes les infractions aux lois ordinaires et conformément à celles-ci.

CHAPITRE III. - Dispositions communes au temps de paix et au temps de guerre.

Article 12.-

Par dérogation aux articles 2, 4, 5, 6, 9, 10 et 23, les juridictions ordinaires sont seules compétentes :

1° à l'égard de toute personne soumise aux lois militaires en toute matière relative aux impôts publics, directs ou indirects;

2° à l'égard des membres du corps de gendarmerie pour les infractions au service judiciaire des cours et tribunaux et à la police administrative.

.../...

Article 13.-

Les dispositions prévues au chapitre II sont applicables aux infractions commises en dehors du territoire belge par les militaires et les personnes attachées à quelque titre que ce soit à toute fraction de l'armée se trouvant, en temps de paix ou en temps de guerre, en territoire étranger ou ennemi.

Article 14.-

En cas d'occupation d'un territoire étranger, la compétence reconnue aux juridictions belges, en vertu des règles du droit des gens ou par des accords internationaux, sera exercée par les juridictions militaires, même à l'égard des civils belges et à l'égard des étrangers.

Article 15.-

Sont soumis aux lois militaires, tous ceux qui font partie des forces armées.

Article 16.-

Pour les militaires de toutes les catégories, la soumission aux lois militaires commence à partir du jour de leur incorporation.

Article 17.-

Sont également soumis aux lois militaires :

a) les militaires en congé limité;

b) les miliciens réputés déserteurs;

c) les militaires en congé illimité ou définitif, pendant toute la journée pendant laquelle ils sont astreints

.../...

à une prestation de service militaire et celle pendant laquelle ils quittent ou reprennent ce service;

d) les personnes employées dans un établissement ou dans un service de l'armée.

Article 18.-

Les prisonniers de guerre sont soumis aux lois militaires belges pour les infractions énumérées ci-après:

A. les violences et les outrages envers un militaire belge d'un grade supérieur à celui dont ils sont eux-mêmes revêtus dans l'armée de leur pays, ou les violences envers une sentinelle;

B. les infractions prévues aux articles 29 à 42 du Code pénal militaire, commises envers un supérieur de leur armée;

C. l'insubordination prévue par l'article 28 du Code pénal militaire quand l'ordre émane d'un militaire belge de grade supérieur au leur.

Article 19.-

Les militaires en congé illimité sont soumis aux dispositioms des lois militaires concernant l'exécution des peines militaires et des peines disciplinaires.

Article 20.-

La dégradation militaire, la destitution et la privation du grade ne sont pas applicables aux militaires étrangers; à leur égard, la destitution portée comme peine principale est remplacée par un emprisonnement de un mois à cinq ans.

.../...

Article 21.-

Lors de la mise de l'armée sur pied de guerre ou de la remise de l'armée sur pied de paix, les juridictions ordinaires et militaires continueront à connaître de toutes infractions dont elles étaient saisies et de celles qui faisaient l'objet d'un acte d'instruction.

Article 22.-

Le ministère public près d'une juridiction ordinaire, l'auditeur militaire, la commission judiciaire, la chambre du conseil ou la juridiction saisie de la poursuite d'une contravention peuvent renvoyer le prévenu militaire à son chef de corps pour être puni disciplinairement.

Article 23.-

Si la chambre du conseil ou la chambre des mises en accusation, saisie de poursuites à charge de personnes poursuivies simultanément à raison d'infractions connexes, décide qu'il n'y a pas lieu de poursuivre la personne justiciable de la juridiction ordinaire, mais estime qu'il y a lieu de poursuivre la personne justiciable de la juridiction militaire, elle se déssaisit au profit du parquet militaire.

Article 24.-

Si la chambre du conseil ou la chambre des mises en accusation estime qu'il n'y a pas lieu de poursuivre la personne soumise à la juridiction militaire, elle rend une ordonnance de non-lieu. Elle ne peut être saisie à nouveau que si, à raison de charges nouvelles, il y a lieu de la comprendre dans une reprise de poursuites contre une personne justiciable de la juridiction ordinaire.

.../...

Article 25.-

Quand la juridiction militaire estime qu'il y a lieu de comprendre dans les poursuites des personnes déférées à la juridiction ordinaire, elle surseoit au jugement jusqu'après décision de celle-ci.

Article 26.-

Quand la juridiction ordinaire est appelée à juger une personne justiciable de la juridiction militaire, elle lui applique la loi militaire.

Article 27.-

La juridiction ordinaire peut juger sans désemparer, et dans les limites du droit commun, après l'avoir toutefois pourvue d'un défenseur d'office, la personne justiciable de la juridiction militaire ayant commis une infraction aux lois ordinaires à l'audience du tribunal ou de la cour, ou la renvoyer devant le magistrat militaire compétent.

Dans tous les cas, elle peut ordonner l'arrestation.

Article 28.-

En cas de contravention ou de délit commis à l'audience d'un tribunal militaire par une personne justiciable de la juridiction ordinaire, il est procédé conformément à l'article 27, soit en jugeant immédiatement cette personne, soit en la renvoyant devant le procureur du Roi.

Article 29.-

L'action pour la réparation du dommage causé par une infraction appartenant à la compétence de la juridiction militaire peut être poursuivie en même temps et

.../...

devant les mêmes juges que l'action publique.

Il en est de même des demandes de dommages-intérêts formées par le prévenu contre la partie civile ou contre les coprévenus.

La juridiction militaire pourra ordonner les restitutions suivant le droit commun.

Article 30.-

L'article 9 de la loi du 31 mai 1888, relatif à la condamnation conditionnelle, modifié par la loi du 14 novembre 1947, est rendu applicable aux infractions commises par les personnes qui sont justiciables de la juridiction militaire.

Le sursis peut être accordé, même lorsque l'emprisonnement à subir dépasse deux ans, si cet emprisonnement a été prononcé en vertu du Code pénal militaire ou de l'arrêté-loi du 13 novembre 1915 complétant le Code pénal militaire en ce qui concerne les mutilations volontaires.

Le sursis peut être accordé pour l'emprisonnement militaire, quelle que soit sa durée.

Ces dispositions ne s'appliquent, en aucun cas, à la peine militaire de la destitution.

Nonobstant le sursis accordé, la condamnation à l'emprisonnement militaire emporte, pour les sous-officiers, caporaux et brigadiers, la privation de leur grade.

.../...

Deuxième partie.

ABROGATIONS ET DISPOSITIONS TRANSITOIRES.

Article 1er.-

Sont abrogés :

1° l'article 2 du décret du 8 janvier 1810 concernant les préposés responsables de l'évasion des détenus dans les hôpitaux civils et militaires;

2° l'arrêté royal du 31 octobre 1815 relatif aux délits commis par les militaires;

3° l'article 9 de la loi du 8 janvier 1841 sur le duel;

4° la loi du 15 juin 1899 comprenant le titre Ier du Code de procédure pénale militaire, modifiée par l'article 15 de la loi du 30 avril 1919, par l'article 6 de la loi du 24 juillet 1923, par l'article 3 de la loi du 19 juillet 1934, par l'article 5 de la loi du 14 novembre 1947, par la loi du 25 novembre 1948 et par l'article 2 de la loi du 25 octobre 1950;

5° l'article 9, alinéa 2, de la loi du 18 avril 1905 déterminant l'état et la position des officiers de réserve;

6° l'article 4 de l'arrêté-loi du 20 août 1915 relatif à la destruction et dégradation des dispositifs de défense établis par l'armée;

7° l'article 2 de l'arrêté-loi du 5 janvier 1916 relatif aux changements de résidence dans le but de se soustraire aux opérations du recrutement de la milice;

8° l'article 13, alinéa 2, de l'arrêté-loi du 11 octobre 1916 relatif à l'état de guerre et à l'état de siège;

.../...

9° l'article 4 de l'arrêté-loi du 15 décembre 1917 concernant la répression du trafic d'objets achetés dans les magasins et cantines de l'armée;

10° l'article 3 de l'arrêté royal du 19 juillet 1926 déterminant les mesures destinées à réprimer les avis ou informations de nature à ébranler le crédit de l'Etat;

11° à l'article 33 de la loi du 12 mai 1927 sur les réquisitions militaires, le membre de phrase commençant par les mots "le Conseil de guerre en connaîtra...";

12° l'article 4 de la loi du 29 juillet 1934 interdisant les milices privées et complétant la loi du 3 janvier 1933 relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et au commerce des munitions, modifié par l'article 4, alinéa 2, de la loi du 4 mai 1936;

13° l'article 2 de l'arrêté-loi du 13 mai 1940 renforçant la répression de certains faits commis en temps de guerre;

14° l'article 8, alinéa 1er, de l'arrêté-loi du 10 avril 1941 relatif à l'interdiction des relations d'ordre économique avec l'ennemi.

Article 2.-

Les juridictions compétentes, conformément aux dispositions législatives en vigueur avant la promulgation de cette loi, continueront à connaître de toutes les infractions dont elles étaient saisies et de celles qui faisaient l'objet d'un acte d'instruction.

Donné à , le

PAR LE PRINCE ROYAL :

Le Ministre de la Justice,

Le Ministre de la Défense nationale,

Algemene opmerkingen.

Het ontwerp brengt in tweeërlei opzicht grondige wijzigingen aan in de bevoegdheid van de militaire rechtscolleges: enerzijds worden zij onbevoegd verklaard voor de misdrijven door de leden van de strijdkrachten in tijd van vrede gepleegd wanneer die misdrijven geen militair karakter hebben, anderzijds worden zij bevoegd verklaard voor de misdaden en wanbedrijven tegen de veiligheid van de Staat, door de burgers in tijd van vrede gepleegd.

\+

\+ \+

Reeds bij artikel 23 van het Wetboek van militaire Strafvordering waren de militaire rechtscolleges onbevoegd verklaard voor de misdrijven in zake belastingen, jacht en visserij, wegenis, verkeer, veld- of bospolitie, enz... door militairen gepleegd. Die misdrijven bleven echter aan het militaire gerecht onderworpen, wanneer zij gepleegd waren in de dienst, of door een militair die bij een privaat persoon was gehuisvest of deel uitmaakte van een "krijgsmacht in aantocht of te velde". In genoemd artikel 23 was het stelsel dat de Regering thans voorlegt dus reeds in kiem aanwezig.

.../...

Voortaan zal in tijd van vrede de militair niet door de krijgsraad berecht worden, behalve voor misdrijven gedurende de dienst gepleegd. Buiten de dienst wordt hij als alle andere burgers behandeld. Pleegt hij een misdrijf tijdens zijn verlof of zijn vrije uren, dan wordt hij naar de rechtbank van politie, de correctionele rechtbank of het hof van assisen verwezen.

\+

\+ \+

Aan de andere kant geeft het ontwerp, ten aanzien van de misdaden en wanbedrijven tegen de veiligheid van de Staat, de militaire rechtscolleges een uitgebreider bevoegdheid in tijd van vrede. De wet van 19 Juli 1934 had weliswaar de militaire rechtscolleges in dezen bevoegd gemaakt, doch uitsluitend voor misdrijven in tijd van oorlog gepleegd.

De wet van 22 Maart 1940 betreffende de verdediging van de nationale instellingen had de bij deze wet strafbaar gestelde misdrijven naar de militaire rechtscolleges verwezen; zij bepaalde evenwel dat in zodanig geval twee burgerlijke leden van de krijgsraad zouden deel uitmaken.

Tenslotte hadden de besluitwetten van 26 en 27 Mei 1944 de bevoegdheid van de krijgsraden ten opzichte van de burgers aanzienlijk verruimd. Krachtens eerstgenoemde besluitwet werd ook aan de krijgsraad een tweede burgerlijk magistraat toegevoegd.

.../...

Toen het leger terug op vredesvoet werd gebracht, nam die verruimde bevoegdheid van de militaire rechtscolleges een eind. Voortaan zullen zij dan die bevoegdheid evenzeer in vredestijd als in oorlogstijd hebben. De Regering geeft evenwel geen bijzondere samenstelling aan de krijgsraden voor het berechten van de misdaden en wanbedrijven tegen de veiligheid van de Staat.

Bij een latere herziening van titel II van het Wetboek van militaire Strafvordering zal daarin eventueel kunnen worden voorzien.

Artikel 1.

Artikel 1 stelt voorop, dat de aan de militaire wetten onderworpen personen van de gewone rechtbanken afhangen. Dit is het omgekeerde van het principe, dat in artikel 21 van de wet van 15 Juni 1899 was neergelegd en luidens hetwelk het militair gerecht uitspraak doet over alle misdrijven door militairen gepleegd tegen de militaire strafwetten of tegen het gemeen recht.

Artikel 2.

Artikel 2 bepaalt de bevoegdheid van de krijgsraden in tijd van vrede ten opzichte van de militairen. De Raad van State stelt voor, de misdrijven tegen het Wetboek van militair Strafrecht, die in het ontwerp pas op de tweede plaats komen, naar voren te brengen.

.../...

Bovendien zal de krijgsraad ten opzichte van de militairen bevoegdheid hebben in zake misdrijven van alle aard, die gepleegd zijn in de dienst alsmede in de kazernen , kwartieren, militaire inrichtingen en bij de gastheer.

Een soortgelijke bepaling kwam reeds voor in artikel 23 van het Wetboek van militaire Strafvordering. In het laatste lid van genoemd artikel was sprake van misdrijven van alle aard gedurende de dienst gepleegd. De Regering stelt voor: "misdrijven van alle aard, begaan in de dienst".

Het verslag van de commissie, dat bij de memorie van toelichting is gevoegd, commentarieert uitvoerig deze bewoordingen. Er mag immers in dezen geen misverstand ontstaan.

De wetgeving op de militie bepaalt de duur van de actieve dienst der dienstplichtigen, die twaalf maanden bedroeg en onlangs op vier en twintig maanden is gebracht. In de actieve dienst zijn de perioden van spoedverlof of gunstverlof begrepen.

De wet op de militaire pensioenen verleent pensioenen aan de officieren en aan de militairen van lagere graad, die een bepaald aantal jaren werkelijke dienst tellen.

Waar het ontwerp het heeft over misdrijven in de dienst begaan, doelt het niet op de jaren actieve dienst van de dienstplichtigen, noch op de jaren werkelijke dienst van de beroepsmilitairen, maar op een veel enger begrip.

.../...

Volgens het verslag van de commissie wijst het woord "dienst" op de toestand van de militair in werkelijke dienstactiviteit, met uitsluiting van de tijd welke de militair met verlof of "met vergunning" doorbrengt, alsmede van de dagelijkse ontspanningsuren.

Krachtens artikel 23 van het Wetboek van militaire Strafvordering hebben de rechtbanken sinds 1899 telkens moeten oordelen of een misdrijf tegen de verkeersreglementen door de militair "gedurende de dienst" of "buiten de dienst" was gepleegd.

Artikel 36 van het Wetboek van militair Strafrecht straft het geweld gepleegd "onder de dienst" of ter gelegenheid van de dienst, terwijl artikel 35 betrekking heeft op het geweld "buiten de dienst" gepleegd.

In artikel 7 van de samengeordende wetten op de militaire pensioenen en in artikel 3 van de samengeordende wetten op de vergoedingspensioenen is sprake van kwetsuren opgelopen "gedurende de dienst".

Volgens het militair tuchtreglement van 15 Maart 1815 is elk militair verplicht, "in de dienst" de hem door een meerdere gegeven orders terstond en zonder tegenspreken te gehoorzamen.

Krachtens de wet van 28 germinal an VI (artikel 97) konden de rijkswachters door de militaire rechtscolleges enkel worden berecht voor misdrijven "in verband met de dienst" en met de krijgstucht; in tal van arresten en vonnissen werd gepreciseerd wat een zuiver militair misdrijf was en wat niet (Cass. 28 Juni 1880 en 13 Juni 1881, Pas. 1880, p. 259, en 1881, p. 310). Aan dit stelsel is door artikel 25 van de wet van 1899 een einde gemaakt.

.../...

De termen "in de dienst", "in verband met de dienst", "gedurende de dienst" hebben dus een beperkter betekenis dan het begrip "actieve dienst", gebruikt in de wet op de militie en dan het begrip "werkelijke dienst" voor de militaire ouderdomspensioenen.

Om te beslissen of een verdachte naar de krijgsraad zal worden verwezen, was het zeker gemakkelijker, volgens het stelsel van de wet van 1899 vast te stellen of hem al dan niet voorlezing van de militaire wetten was gedaan, dan in elk geval afzonderlijk te oordelen of de militair in dienst is of niet.

Eens het beginsel evenwel aangenomen, dat in vredestijd de militair een burger blijft die voor niet militaire misdrijven door de gewone rechtbanken wordt berecht, dient de rechter dit beginsel toe te passen op alle gevallen, in hun buitengemene verscheidenheid.

Om eventuele moeilijkheden bij de interpretatie in de mate van het mogelijk te te voorkomen, stelt de Raad van State voor, in artikel 2 de woorden "in de dienst" te vervangen door de uitdrukking "gedurende de dienst", reeds gebruikt in artikel 23 van het Wetboek van militaire Strafvordering. De uitdrukking "gedurende de dienst" zal duidelijker doen uitkomen, dat het eenvoudig gaat om een tijdsbegrip, overigens onmiddellijk gevolgd door een plaatsbegrip - in de kazernen, militaire inrichtingen en bij de gastheer -, en dat het misdrijf niet noodzakelijk moet bestaan in het foutief (of culpoos) uitvoeren van een handeling, welke de militair krachtens zijn functie het recht of de plicht had te verrichten.

.../...

Artikel 13.

I.

Artikel 13 van het ontwerp van wet betreft de bevoegdheid van de militaire rechtscolleges ten aanzien van de militairen en van de personen die, in welke hoedanigheid ook, verbonden zijn aan een deel van het leger dat zich in de Kolonie, op vreemd grondgebied of op vijandelijk grondgebied bevindt. Voor de misdrijven door deze personen gepleegd buiten het Belgisch grondgebied, zijn de bepalingen van afdeling II van toepassing.

Deze afdeling II stelt de regelen in zake bevoegdheid van de militaire rechtscolleges in oorlogstijd : vooraan komt een algemene regel (artikel 6), volgens welke de misdrijven in oorlogstijd gepleegd door personen die onder toepassing vallen van de militaire wetten of die, in welke hoedanigheid ook, aan het leger zijn verbonden, tot de bevoegdheid van de militaire rechtscolleges behoren, onverschillig of het misdrijven tegen de militaire strafwetten dan wel tegen het gemeen recht betreft; bijzondere regelen doen die bevoegdheid vervolgens ook gelden ten aanzien van andere personen, hetzij wegens de aard van sommige in artikel 7 bepaalde misdrijven, hetzij wegens mededaderschap of samenhang (artikelen 9 en 10), hetzij wegens de hoedanigheid van de rechtsonderhorigen (krijgsgevangenen en buitenlanders die naar het Belgisch grondgebied de wijk hebben genomen, artikel 8), hetzij ingevolge de onmogelijkheid voor de gewone gerechten om in oorlogstijd op te treden (artikel 11).

.../...

Wanneer artikel 13 verklaart dat de bepalingen van afdeling II van toepassing zijn op de misdrijven, buiten het grondgebied gepleegd door militairen en personen die,in welke hoedanigheid ook,aan een deel van het leger zijn verbonden, wil men eenvoudig zeggen dat de regelen, in die afdeling vastgesteld, op die personen en alleen op hen van toepassing zijn. De gegeven tekst sluit aldus de verruimde bevoegdheid uit, welke bepaald is ten aanzien van andere personen dan die vermeld in artikel 13. Indien de wetgever het zo moest bedoelen, zou uitsluitend naar artikel 6 van afdeling II dienen verwezen te worden.

Uit het bij de memorie van toelichting gevoegde verslag van de commissie blijkt dat het integendeel de bedoeling is, de in afdeling II bepaalde verruiming van bevoegdheid toe te staan. Het verslag citeert immers (onder nr 15) artikel 7 van het ontwerp, waarin sprake is van daders van en medeplichtigen aan sommige misdrijven, zelfs wanneer zij geen militairen zijn noch aan het leger zijn verbonden.

Is zulks werkelijk de bedoeling van de wetgever, dan zou die uitdrukkelijk moeten worden geformuleerd.

Ten aanzien van de vluchtelingen echter zullen de militaire rechtscolleges van de buiten het Belgisch grondgebied gepleegde misdrijven alleen kennis kunnen nemen, wanneer de betrokkenen op Belgisch grondgebied de wijk hebben genomen en er het voorwerp van een interneringsmaatregel zijn geweest.

.../...

II.

Artikel 13,a,strekt, hoe men het ook ziet, tot verruiming van de bevoegdheid van de militaire rechtscolleges ten opzichte van de militairen en de personen die, in welke hoedanigheid ook, aan een deel van het leger zijn verbonden, wanneer dit deel van het leger zich "in de Kolonie of op vreemd of vijandig grondgebied" bevindt.

Aldus verruimt het de territorialiteit van het Belgisch strafrecht, doordat dit van toepassing wordt verklaard op de misdrijven buiten het Belgisch grondgebied gepleegd, wanneer die misdrijven worden gepleegd door de hierboven genoemde personen.

Met de woorden "buiten het Belgisch grondgebied" bedoelt de tekst zowel het grondgebied der Kolonie als het vreemde en het vijandelijke grondgebied. Volgens het ontwerp schijnt Belgisch-Congo dus geen deel uit te maken van het Belgisch grondgebied; door het woord "Kolonie" te gebruiken,houdt het ontwerp bovendien geen rekening met de bijzondere toestand van Ruanda-Urundi, dat het als vreemd grondgebied beschouwt.

Hoewel Belgisch-Congo een wetgeving heeft, onderscheiden van de wetgeving voor het moederland, hoewel het onder meer zijn eigen gerechten en zijn eigen strafrecht bezit, hoewel daaruit voor een Belg soms een feitelijkre rechtstoestand volgt die herinnert aan deze welke zich op vreemd grondgebied voordoet,

.../...

toch vormt Congo met België één en hetzelfde nationaal grondgebied. Congo is Belgisch grondgebied even goed als het moederland. Anderzijds heeft België, ingevolge de conferentie van San Francisco, Ruanda-Urundi slechts aan het "Trusteeship" van de Verenigde Naties overgedragen onder voorbehoud van het recht, het zelf volgens de Belgische wetgeving als integrerend deel van het Belgisch grondgebied te besturen (artikel 5 van het 13 December 1946 tussen België en de Verenigde Naties gesloten voogdijschapsaccoord, goedgekeurd bij de wet van 25 April 1949).

\+

\+ \+

Door in één zelfde tekst de bevoegdheid der militaire rechtscolleges te regelen naargelang de troepen zich op vreemd, vijandelijk dan wel Congolees grondgebied bevinden, komt men tot rechtsgevolgen die volkomen verschillend zijn naargelang het gaat om vijandelijk of vreemd grondgebied dan wel om Congo en Ruanda-Urundi. De nieuwe wet zal in genen dele de bevoegdheid der vreemde gerechten wijzigen. In de landen waar onze troepen zich bevinden, zal onze wet geen uitwerking hebben op de bevoegdheid der vreemde gerechten ten aanzien van hun eigen staatsburgers en zelfs, onder voorbehoud van de toepassing van het volkenrecht, ten aanzien van de aan ons leger verbonden personen die zich op dat grondgebied mochten bevinden.

Daarentegen zal de tegenwoordige wet door artikel 13 een bijzondere, in de Kolonie toepasselijke

.../...

wet worden, die de Congolese wetgeving zal wijzigen en die de bevoegdheid der Congolese rechtbanken zal opheffen in de mate waarin de militaire rechtscolleges van het moederland bevoegd worden.

In de mate van wat het voorschrijft,zal artikel 13 een zelfde draagwijdte hebben als artikel 30 van het Koloniaal Handvest. Alleen de militaire rechtscolleges van het moederland zullen bevoegd zijn voor het berechten van de personen die aan het leger verbonden zijn, met inbegrip van het groot aantal inlanders die hun ingevolge de specifiek Afrikaanse toestanden noodzakelijk zullen toegevoegd zijn. Door de verwijzing naar al de bepalingen van afdeling II zou die bevoegdheid voorts, in geval van mededaderschap of van samenhang, van toepassing worden op de daders en de medeplichtigen, of zij koloniale ambtenaren, kolonisten dan wel inlanders zijn.

Tenslotte zal artikel 7 de daarin vernoemde misdrijven in het Congolese strafrecht invoeren, zonder dat het nodig is "vooraf de instemming te hebben bekomen van de overheid die de souvereine macht uitoefent in het land waar het misdrijf is begaan" (verslag der commissie, onder nr 15), maar die misdrijven zullen in Congo slechts vóór de militaire rechtscolleges der troepen van het moederland kunnen worden vervolgd, en dat zowel in vredes- als in oorlogstijd.

\+

\+ \+

.../...

Sinds de behandeling door de commissie heeft zich een nieuw feit voorgedaan. De aanwezigheid in Congo van een deel van het Belgisch leger is niet langer gebeurlijk en toevallig; sedert de oprichting van de basis te Kamina is zij feitelijk en blijvend. Het op te lossen vraagstuk is niet enkel een vraagstuk van bevoegdheid, maar ook een vraagstuk van rechterlijke inrichting waardoor het mogelijk moet worden, ondanks de toestand waarin de in Congo gedetacheerde troepen zich zullen bevinden, regelmatig samengestelde rechtscolleges te doen optreden.

Uit de inlichtingen die aan de Raad van State zijn verstrekt, blijkt dat, met het oog op de noodzakelijkheid om daarin te voorzien, een ontwerp van wet zal worden ingediend.

De Raad van State is van advies :

1° dat het niet mogelijk is een bepaling op te stellen waarbij de bevoegdheid der militaire rechtscolleges van het moederland tegelijk voor Congo, Ruanda-Urundi en de vijandelijke of vreemde grondgebieden in dezelfde bewoordingen wordt geregeld;

2° dat, gelet op de ingewikkelde rechtsproblemen die in dit geval rijzen, het vraagstuk, wat betreft de troepen van het moederland in Congo, met inbegrip van die der basis te Kamina, best in een afzonderlijke wet wordt geregeld.

\+

\+ \+

.../...

Artikel 14.

Artikel 14 betreft de bevoegdheid van de Belgische militaire rechtscolleges wanneer onze troepen een vreemd grondgebied bezetten. Voor de leden der strijdkrachten en de aan het leger verbonden personen is de kwestie opgelost door artikel 13. Artikel 14 betreft dus alleen de Belgische burgers die met het leger niets uit te staan hebben, alsmede de bewoners van het bezette gebied. In dat geval is de bevoegdheid der militaire rechtscolleges door het internationaal recht omschreven. Zij kan ook door internationale overeenkomsten of door accoorden worden uitgebreid. Artikel 14 strekt er toe, onze rechtscolleges bevoegd te verklaren met het oog op zulk een contractuele uitbreiding van hun bevoegdheid.

Het strekt er niet toe, een bevriende of geallieerde overheid de macht te verlenen tot het bepalen van de bevoegdheid van een Belgische krijgsraad in bezet gebied. De woorden "waaromtrent hun door de bezettende overheid bevoegdheid verleend is" zijn dus dubbelzinnig. De Raad van State stelt voor die tekst te wijzigen.

Artikel 15.

Het bepaalde in artikel 15 is, evenals de bepalingen van het merendeel der daarop volgende artikelen, hieruit te verklaren dat die aangelegenheden reeds door de wet van 15 Juni 1899 waren geregeld en dat, wanneer die wet zal zijn opgeheven, onmiddellijk in dezer vervanging zal moeten worden voorzien.

Beter nochtans dan in een wet betreffende de bevoegdheid, zouden die bepalingen in het Wetboek van militair Strafrecht moeten worden opgenomen.

.../...

Artikel 16.

Artikel 16, b, verklaart de militaire wetten van toepassing op de militairen of dienstplichtigen, die als deserteur worden beschouwd.

Zoiets is te begrijpen ten aanzien van de dienstplichtige die, daar hij niet is ingelijfd, niet onder de toepassing van artikel 17 van het ontwerp valt.

De Raad van State is van advies, dat er geen reden is om het geval van de als deserteur beschouwde militairen in die bepaling op te nemen.

De militair is immers ingelijfd en voor hem bestaat het misdrijf van desertie slechts voor zover hij de hoedanigheid van militair heeft (Cass. 27 Mei 1929 - Pas. 1929 - I - 200).

Met betrekking tot de als deserteur beschouwde dienstplichtigen,is de zaak geregeld door artikel 97 van de nieuwe dienstplichtwet.

Artikel 17.

Artikel 17 van het ontwerp wil de grote moeilijkheden verhelpen, waarmee de militaire parketten in de loop van de twee oorlogen af te rekenen hadden wanneer het er om ging te bewijzen, dat de militaire wetten aan de verdachte voorgelezen waren.

.../...

Het Hof van verbreking had aangenomen, dat de militaire wetten toepasselijk waren wanneer de inlijving van de dienstplichtige of van de vrijwilliger niet werd betwist.

Artikel 17 bepaalt dus, dat de toepasselijkheid van de militaire wetten ingaat de dag van de inlijving. De Raad van State stelt vast, dat volgens de artikelen 57, 69 en 81 van de nieuwe dienstplichtwet daarentegen de dienstplichtige en de vrijwilliger de hoedanigheid van militair verkrijgen door de voorlezing van de militaire wetten.

Blijft de Regering bij haar voornemen om het vroegere stelsel te wijzigen, dan ware het nodig de dienstplichtwet te wijzigen met een definitie van het nieuwe begrip "inlijving".

In het tegenovergestelde geval, zou artikel 17 van het ontwerp moeten worden geschrapt.

\+

\+ \+

De Raad van State stelt vast, dat de bevoegdheid van het Militair Gerechtshof als rechtscollege van eerste aanleg geregeld blijft door artikel

.../...

104 van het Wetboek van militaire Strafvordering, voorkomend in titel II van dit Wetboek.

+

+ +

De Raad van State stelt voor, het koninklijk besluit van 31 October 1815 betreffende de door militairen gepleegde misdrijven uitdrukkelijk op te heffen. Dit besluit, waarbij de kennisneming van alle door militairen gepleegde misdrijven aan de militaire rechter wordt opgedragen, is in strijd met de beginselen die aan het ontwerp ten grondslag liggen. Bovendien heeft het noch tot doel noch tot gevolg, de Nederlandse Wetboeken van 1814 en 1815 in België in werking te stellen; die Wetboeken hadden reeds krachtens de koninklijke besluiten van 21 Augustus 1814 en 17 April 1815 bindende kracht verkregen; zij zijn in werking gebleven krachtens het besluit van het Voorlopig Bewind van 27 October 1830.

+

+ +

Voorts stelt de Raad van State enige vormwijzigingen voor, die in de hierna volgende tekst zijn opgenomen :

.../...

ONTWERP VAN WET HOUDENDE TITEL I VAN HET WETBOEK VAN MILITAIRE STRAFVORDERING.

BOUDEWIJN, Koninklijke Prins,
die de grondwettelijke macht van de Koning uitoefent,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Op de voordracht van Onze Minister van Justitie en van Onze Minister van Landsverdediging,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Justitie wordt er mede belast in Onze naam bij de Wetgevende Kamers het ontwerp van wet in te dienen, waarvan de tekst volgt :

Eerste deel.

WETBOEK VAN MILITAIRE STRAFVORDERING.

TITEL I.

RECHTSONDERHORIGEN EN MISDRIJVEN DIE ONDER DE MILITAIRE RECHTSMACHT RESSORTEREN.

HOOFDSTUK I.- Rechtsonderhorigen en misdrijven die in tijd van vrede onder de militaire rechtsmacht ressorteren.

Artikel 1.-

In tijd van vrede zijn de gewone gerechten bevoegd om de aan de militaire wetten onderworpen personen

.../...

te vonnissen, behoudens de in de artikelen 2 tot 5 bepaalde afwijkingen.

Artikel 2.-

Door de militaire rechtscolleges worden gevonnist de aan de militaire wetten onderworpen personen, verdacht van :

1° misdrijven omschreven in het Wetboek van militair Strafrecht ;

2° misdrijven van alle aard, gepleegd gedurende de dienst, alsmede in de kazernen, kwartieren, militaire inrichtingen en bij de gastheer ;

3° misdrijven omschreven in de hoofdstukken I en II van titel V van boek II van het Wetboek van Strafrecht.

Artikel 3.-

Door de militaire rechtscolleges worden gevonnist, of zij al dan niet aan de militaire wetten onderworpen zijn, de daders van en de medeplichtigen aan de misdrijven omschreven in :

1° boek II, titel I, hoofdstuk II, van het Wetboek van Strafrecht ;

2° het besluit van de Souvereine Vorst van 9 Februari 1815 waarbij de misdaad van verleiding met confinement wordt gestraft ;

3° de wet van 12 December 1817 houdende bepaling van straffen tegen degenen die, niet aan de militaire rechtsdwang onderworpen, de desertie van het krijgsvolk begunstigen ;

4° de besluitwet van 20 Augustus 1915 betreffende de vernietiging of beschadiging van door het leger opgerichte verdedigingswerken ;

.../...

5° de besluitwet van 15 December 1917 betreffende de beteugeling van het geschacher in voorwerpen aangekocht in de magazijnen of cantines van het leger ;

6° artikel 11 van de wet van 24 Juli 1923 ter bescherming van de militaire duiven en ter beteugeling van het aanwenden van duiven voor bespieding, gewijzigd bij de besluitwet van 15 April 1940 ;

7° de wet op de militie, de werving en de dienstverplichtingen, samengeordend bij koninklijk besluit van 15 Februari 1937. (1)

Artikel 4.-

Wanneer een aan de militaire rechtsmacht onderworpen persoon en een aan de gewone rechtsmacht onderworpen persoon tegelijkertijd vervolgd worden als daders of medeplichtigen, is het militaire rechtscollege bevoegd om de aan de gewone rechtsmacht onderworpen persoon te vonnissen.

Artikel 5.-

Wanneer een misdrijf dat onder de militaire rechtsmacht ressorteert, samenhangt met een misdrijf dat onder de gewone rechtsmacht ressorteert, worden de dader of daders van en de medeplichtigen aan die misdrijven gevonnist door het rechtscollege, dat bevoegd is voor het misdrijf waarop de zwaarste straf is gesteld volgens het onderscheid bepaald in artikel 63 van het Wetboek van Strafrecht. Is de straf dezelfde, dan worden zij door het militair rechtscollege gevonnist. De straf van afzetting als hoofdstraf is zwaarder dan de gevangenisstraf.

.../...

(1) Onder voorbehoud van de titel en de datum der aanstaande wet terzake.

HOOFDSTUK II.- Rechtsonderhorigen en misdrijven die in tijd van oorlog onder de militaire rechtsmacht ressorteren.

Artikel 6.-

In tijd van oorlog zijn de militaire rechtscolleges bevoegd tot het vonnissen van de misdrijven, gepleegd door de personen die aan de militaire wetten zijn onderworpen of aan het leger, in welke hoedanigheid ook, zijn verbonden of gemachtigd zijn een troepenkorps te volgen.

Artikel 7.-

De militaire rechtscolleges zijn eveneens bevoegd tot het vonnissen van de daders van en de medeplichtigen aan de misdrijven omschreven in :

1° boek II, titel I, van het Wetboek van Strafrecht ;

2° de artikelen 198, 199, 200, 201, 203, 205, 206, 207, 208, 209 van het Wetboek van Strafrecht, wanneer het vervalste stuk afgeleverd of opgemaakt werd of had moeten worden door of in naam van de overheden die in staat van beleg met gezag zijn bekleed ;

3° de artikelen 252, 269 tot 276, 278 tot 281 van het Wetboek van Strafrecht, wanneer de misdrijven gepleegd werden ten opzichte van een officier of agent van de gewapende macht ;

4° de artikelen 372 tot 382, 392 tot 410 van het Wetboek van Strafrecht, wanneer die misdrijven gepleegd werden op of ten opzichte van enige persoon die deel uitmaakt van het leger of het gevolg er van , ofwel van een geallieerd leger dat in België of in de Kolonie opereert;

.../...

5° de artikelen 392 tot 410, 434 tot 442 van het Wetboek van Strafrecht, wanneer die misdrijven gepleegd werden door personen handelend voor rekening of volgens de onderrichtingen van organismen of groeperingen welke deel uitmaken van het vijandelijk leger of het gevolg er van ofwel de bescherming van dit leger genieten ;

6° de artikelen 406, 461 tot 476, 491 en 496, 505, 508, 510 tot 523, 528 tot 534 en 559, 1°,van het Wetboek van Strafrecht, wanneer die misdrijven gepleegd werden ten nadele van de Staat, de provinciën of de gemeenten, ofwel van een met België geallieerde Staat waarvan de legers op 's Lands grondgebied of op het grondgebied van de Kolonie opereren ;

7° de artikelen 29, 30, 31 en 32 van de wet van 27 Mei 1870 bevattende het Wetboek van militair Strafrecht ;

8° het besluit van de Souvereine Vorst van 9 Februari 1815 waarbij de misdaad van verleiding met confinement wordt gestraft ;

9° de wet van 12 December 1817 houdende bepaling van straffen tegen degenen die,niet aan de militaire rechtsdwang onderworpen, de desertie van het krijgsvolk begunstigen ;

10° de besluitwet van 20 Augustus 1915 betreffende de vernietiging of beschadiging van door het leger opgerichte verdedigingswerken ;

11° de besluitwet van 5 Januari 1916 betreffende de veranderingen van verblijf om zich aan de verrichtingen van werving der militie te onttrekken ;

12° de besluitwet van 11 October 1916 betreffende de staat van oorlog en de staat van beleg, gewijzigd bij de besluitwet van 16 November 1918 en bij de wetten van 30 April 1919 en 5 Maart 1935 ;

.../...

13° de besluitwet van 15 December 1917 betreffende de beteugeling van het geschacher in voorwerpen aangekocht in de magazijnen of cantines van het leger ;

14° de wet van 24 Juli 1923 ter bescherming van de militaire duiven en ter beteugeling van het aanwenden van duiven voor bespieding, gewijzigd bij de besluitwet van 15 April 1940 ;

15° artikel 1 van het koninklijk besluit van 19 Juli 1926 tot aanwijzing van de maatregelen bestemd om de berichten of tijdingen, die uiteraard 's Lands krediet kunnen ondermijnen, te beteugelen, gewijzigd bij artikel 1 van het koninklijk besluit van 3 December 1934 ;

16° de wet van 12 Mei 1927 op de militaire opeisingen ;

17° de wet van 3 Januari 1933 op de vervaardiging van de handel in en het dragen van wapenen en op de handel in munitie, gewijzigd bij de wetten van 29 Juli 1934 en 4 Mei 1936 ;

18° de wet van 29 Juli 1934 waarbij de private milities verboden worden en waarbij de wet van 3 Januari 1933 op de vervaardiging van de handel in en het dragen van wapenen en op de handel in munitie, aangevuld wordt , gewijzigd bij de wet van 4 Mei 1936 ;

19° de wet op de militie, de werving en de dienstverplichtingen, samengeordend bij het koninklijk besluit van 15 Februari 1937 ; (1)

20° de artikelen 30 en 31 van de wet van 27 Juni 1937 houdende herziening van de wet van 16 November 1919 betreffende de regeling der luchtvaart ;

21° het koninklijk besluit nr 30 van 25 Augustus 1939 betreffende het bekendmaken, verspreiden, openbaar maken of reproduceren van zekere inlichtingen van militaire aard, bekrachtigd bij de wet van 16 Juni 1947 ;

.../...

(1) Onder voorbehoud van de titel en van de datum der aanstaande wet ter zake, en van de verschuiving na de besluitwet van 10 April 1941.

22° het koninklijk besluit van 10 November 1939 betreffende de openbare vergaderingen in de militaire kantonnementsplaatsen ;

23° de besluitwet van 30 April 1940 betreffende 's Lands verdediging en veiligheid ;

24° artikel 1 van de besluitwet van 13 Mei 1940 betreffende de verscherping der bestraffing van sommige gedurende de tijd van oorlog gepleegde feiten ;

25° de besluitwet van 10 April 1941 betreffende het verbod van economische betrekkingen met de vijand ;

26° de wet van 25 Maart 1891 houdende beteugeling van het aanzetten tot plegen van misdaden en wanbedrijven, gewijzigd bij artikel 3 van de wet van 28 Juli 1934, wanneer het aanzetten strekt tot het plegen van een der in dit artikel opgesomde misdrijven.

Artikel 8.-

De militaire rechtscolleges zijn bevoegd tot het vonnissen van alle misdrijven gepleegd door de krijgsgevangenen alsmede door de vreemdelingen, zelfs niet militairen, die in tijd van oorlog naar het Belgisch grondgebied de wijk nemen en ten aanzien van wie een internerings-maatregel wordt getroffen.

Artikel 9.-

Wanneer een aan de militaire rechtsmacht onderworpen persoon en een aan de gewone rechtsmacht onderworpen persoon tegelijkertijd vervolgd worden als daders van of medeplichtigen aan hetzelfde misdrijf of samenhangende misdrijven, dan is het militair rechtscollege bevoegd om de aan de gewone rechtsmacht onderworpen persoon te vonnissen.

.../...

Artikel 10.-

Wanneer een misdrijf dat onder de militaire rechtsmacht ressorteert, samenhangt met een misdrijf dat onder de gewone rechtsmacht ressorteert, dan worden zij beide door het militaire rechtscollege gevonnist.

Artikel 11.-

Wanneer het gewone gerecht ingevolge oorlogshandelingen in de onmogelijkheid verkeert zijn werkzaamheden uit te oefenen in een gedeelte van 's Lands grondgebied, dan worden de inwoners voor alle misdrijven in de gewone wetten omschreven, overeenkomstig deze wetten door de militaire rechtscolleges gevonnist.

HOOFDSTUK III.- Bepalingen die gelden in tijd van vrede en in tijd van oorlog.

Artikel 12.-

In afwijking van de artikelen 2, 4, 5, 6, 9, 10 en 23, zijn alleen de gewone gerechten bevoegd :

1° ten aanzien van elke aan de militaire wetten onderworpen persoon in alle zaken betreffende directe of indirecte openbare belastingen ;

2° ten aanzien van de leden van het Rijkswachtkorps voor de inbreuken op de gerechtelijke dienst van de hoven en rechtbanken en op de administratieve politie.

Artikel 13.-

De bepalingen van hoofdstuk II zijn van toepassing op de misdrijven, buiten het Belgisch grondgebied

.../...

gepleegddoor de militairen en de personen in welke hoedanigheid ook verbonden aan enig gedeelte van het leger, dat zich in tijd van vrede of in tijd van oorlog op vreemd of vijandelijk grondgebied bevindt.

Artikel 14.-

Bij bezetting van een vreemd grondgebied wordt de bevoegdheid, die aan de Belgische gerechten krachtens de regelen van het volkenrecht of door internationale overeenkomsten is verleend, door de militaire rechtscolleges uitgeoefend, zelfs ten aanzien van de Belgische burgers en ten aanzien van de vreemdelingen.

Artikel 15.-

Aan de militaire wetten zijn onderworpen al degenen die deel uitmaken van de strijdkrachten.

Artikel 16.-

De militaire wetten zijn van toepassing op de militairen van alle categorieën met ingang van de dag hunner inlijving.

Artikel 17.-

Aan de militaire wetten zijn eveneens onderworpen :

a) de militairen met bepaald verlof ;

b) de dienstplichtigen die als deserteur worden beschouwd ;

c) de militairen met onbepaald of met definitief verlof, gedurende de ganse dag waarop zij tot een militaire dienstprestatie gehouden zijn en gedurende de ganse dag waarop zij die dienst verlaten of hernemen ;

.../...

d) de personen die in een inrichting of in een dienst van het leger werkzaam zijn.

Artikel 18.-

De krijgsgevangenen zijn aan de Belgische militaire wetten onderworpen voor de hierna opgesomde misdrijven :

A. gewelddaden en smaad jegens een Belgisch militair met een hogere graad dan die waarmee zij zelf in het leger van hun land bekleed zijn, of gewelddaden tegen een schildwacht ;

B. de misdrijven omschreven in de artikelen 29 tot 42 van het Wetboek van militair Strafrecht, gepleegd tegen een meerdere van hun leger ;

C. de insubordinatie omschreven in artikel 28 van het Wetboek van militair Strafrecht, wanneer het bevel uitgaat van een Belgisch militair met een hogere graad dan de hunne.

Artikel 19.-

De militairen met onbepaald verlof vallen onder de bepalingen van de militaire wetten betreffende de tenuitvoerlegging van de militaire straffen en de tuchtstraffen.

Artikel 20.-

De militaire degradatie, de afzetting en de beroving van de graad, zijn niet toepasselijk op de vreemde militairen ; te hunnen opzichte wordt de als hoofdstraf gestelde afzetting vervangen door gevangenisstraf van één maand tot vijf jaar.

.../...

Artikel 21.-

Wanneer het leger op oorlogsvoet wordt gebracht of terug op vredesvoet wordt gebracht, nemen de gewone en militaire gerechten voort kennis van alle misdrijven die bij hen aanhangig waren en van die welke het voorwerp waren van een daad van onderzoek.

Artikel 22.-

Het openbaar ministerie bij een gewoon gerecht, de krijgsauditeur, de gerechtelijke commissie, de raadkamer of het gerecht waarbij de vervolging van een overtreding aanhangig is, kunnen de militaire verdachte naar zijn korpsoverste verwijzen om hem een tuchtstraf op te leggen.

Artikel 23.-

Indien de raadkamer of de kamer van inbeschuldigingstelling, waarbij vervolgingen aanhangig zijn tegen personen die gelijktijdig wegens samenhangende misdrijven worden vervolgd, beslist dat er geen gronden zijn om de aan de gewone rechtsmacht onderworpen persoon te vervolgen, maar oordeelt dat er wel gronden zijn om de aan de militaire rechtsmacht onderworpen persoon te vervolgen, geeft zij de zaak uit handen ten behoeve van het militair parket.

Artikel 24.-

Indien de raadkamer of de kamer van inbeschuldigingstelling oordeelt dat er geen gronden zijn om de aan de militaire rechtsmacht onderworpen persoon te vervolgen, verleent zij een beschikking van buitenvervolgingstelling. De zaak kan bij haar slechts opnieuw aanhangig worden gemaakt wanneer, op grond van nieuwe bezwaren, die persoon dient betrokken te worden in een hervatting van rechts-

.../...

vervolging tegen een aan de gewone rechtsmacht onderworpen persoon.

Artikel 25.-

Wanneer het militair rechtscollege oordeelt dat er gronden zijn om personen, die naar de gewone rechtsmacht zijn verwezen, mede in de vervolging te betrekken, stelt het het vonnis uit tot na de beslissing van het gewone gerecht.

Artikel 26.-

Wanneer het gewone gerecht geroepen is om een aan de militaire rechtsmacht onderworpen persoon te vonnissen, past het de militaire wet op hem toe.

Artikel 27.-

Het gewone gerecht kan zonder verwijl en binnen de grenzen van het gemeen recht, na hem echter van ambtswege een verdediger toegevoegd te hebben, de aan de militaire rechtsmacht onderworpen persoon vonnissen, die op de terechtzitting van de rechtbank of van het hof een misdrijf in de gewone wetten omschreven pleegt, ofwel hem naar de bevoegde militaire magistraat verwijzen.

In alle gevallen kan het de aanhouding bevelen.

Artikel 28.-

Ingeval een aan de gewone rechtsmacht onderworpen persoon op de terechtzitting van een militaire rechtbank een overtreding of een wanbedrijf pleegt, wordt gehandeld overeenkomstig artikel 27, hetzij door die persoon onmiddellijk te vonnissen, hetzij door hem naar de procureur des Konings te verwijzen.

.../...

Artikel 29.-

De vordering tot herstelling van de schade, veroorzaakt door een misdrijf dat tot de bevoegdheid van de militaire rechtscolleges behoort, kan terzelfder tijd en voor dezelfde rechters als de publieke vordering worden vervolgd.

Hetzelfde geldt voor de eisen tot schadevergoeding, door de verdachte tegen de burgerlijke partij of tegen de medeverdachten ingesteld.

Het militair rechtscollege kan, volgens het gemeen recht, de teruggaven bevelen.

Artikel 30.-

Artikel 9 der wet van 31 Mei 1888,betreffende de voorwaardelijke veroordeling, gewijzigd bij de wet van 14 November 1947,wordt toepasselijk gemaakt op de misdrijven gepleegd door personen die aan de militaire rechtsmacht onderworpen zijn.

De schorsing kan verleend worden, zelfs wanneer de gevangenisstraf welke moet worden ondergaan meer dan twee jaar bedraagt, indien deze gevangenisstraf uitgesproken werd krachtens het Wetboek van militair Strafrecht of de besluitwet van 13 November 1915 tot aanvulling van het Wetboek van militair Strafrecht, wat betreft de vrijwillige verminkingen.

De schorsing kan verleend worden voor de militaire gevangenisstraf, welke ook de duur er van zij.

.../...

Deze bepalingen zijn in geen geval toepasselijk op de militaire straf van afzetting.

Niettegenstaande de verleende schorsing, brengt de veroordeling tot de militaire gevangenisstraf voor de onderofficieren, korporaals en brigadiers, de beroving van hun graad mede.

Tweede deel.

OPHEFFINGEN EN OVERGANGSBEPALINGEN.

Artikel 1.-

Worden opgeheven :

1° artikel 2 van het decreet van 8 Januari 1810 betreffende de aangestelden aansprakelijk voor de ontsnapping van de gedetineerden in de burgerlijke en militaire hospitalen ;

2° het koninklijk besluit van 31 October 1815 betreffende de misdrijven gepleegd door de militairen ;

3° artikel 9 van de wet van 8 Januari 1841 op het duel ;

4° de wet van 15 Juni 1899 inhoudende titel I van het Wetboek van strafrechtspleging voor het leger, gewijzigd bij artikel 15 van de wet van 30 April 1919, bij artikel 6 van de wet van 24 Juli 1923, bij artikel 3 van de wet van 19 Juli 1934, bij artikel 5 van de wet van 14 November 1947, bij de wet van 25 November 1948 en bij artikel 2 van de wet van 25 October 1950 ;

.../...

5° artikel 9, tweede lid, van de wet van 18 April 1905 bepalende de stand en de rechtstoestand der reserve-officieren ;

6° artikel 4 van de besluitwet van 20 Augustus 1915 betreffende de vernietiging of beschadiging van door het leger opgerichte verdedigingswerken ;

7° artikel 2 van de besluitwet van 5 Januari 1916 betreffende de veranderingen van verblijf om zich aan de verrichtingen van werving der militie te onttrekken;

8° artikel 13, tweede lid, van de besluitwet van 11 October 1916 betreffende de staat van oorlog en de staat van beleg ;

9° artikel 4 van de besluitwet van 15 December 1917 betreffende de beteugeling van het geschacher in voorwerpen aangekocht in de magazijnen of cantines van het leger ;

10° artikel 3 van het koninklijk besluit van 19 Juli 1926 tot bepaling van de maatregelen bestemd om de berichten of tijdingen, die uiteraard 's Lands krediet kunnen ondermijnen, te beteugelen ;

11° in artikel 33 van de wet van 12 Mei 1927 op de militaire opeisingen, het zindeel dat begint met de woorden : "zij horen tot de bevoegdheid van de krijgsraad ..." ;

12° artikel 4 van de wet van 29 Juli 1934 waarbij de private milities verboden worden en waarbij de wet van 3 Januari 1933 op de vervaardiging van, de handel in, en het dragen van wapenen en op de handel in munitie, aangevuld wordt, gewijzigd bij artikel 4, tweede lid, van de wet van 4 Mei 1936 ;

.../...

13° artikel 2 van de besluitwet van 13 Mei 1940 betreffende de verscherping der bestraffing van sommige gedurende de tijd van oorlog gepleegde feiten ;

14° artikel 8, eerste lid, van de besluitwet van 10 April 1941 betreffende het verbod van economische betrekkingen met de vijand.

Artikel 2.-

De bevoegde gerechten nemen, overeenkomstig de wetsbepalingen geldend vóór de afkondiging van deze wet, verder kennis van alle misdrijven die bij hen aanhangig waren en van die welke het voorwerp waren van een daad van onderzoek.

Gegeven te , de

VANWEGE DE KONINKLIJKE PRINS :

De Minister van Justitie,

De Minister van Landsverdediging,

La chambre était composée de

Messieurs : J. SUETENS, premier président du Conseil d'Etat, président

V. DEVAUX, conseillers d'Etat

M. SOMERHAUSEN, conseillers d'Etat

E. VAN DIEVOET, assesseurs de la section de législation

J. MERTENS, assesseurs de la section de législation

G. PIQUET, greffier adjoint, greffier

De kamer was samengesteld uit

de Heren : eerste-voorzitter van de Raad van State, voorzitter

raadsheren van State

bijzitters van de afdeling wetgeving

adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. SUETENS.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. SUETENS.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(signé) G. PIQUET.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(signé) J. SUETENS.

expédition délivrée à M. le Ministre de la Justice.

uitgifte afgeleverd aan de H. Minister van Justitie.

Le 1951.

De 1951.

Le Greffier du Conseil d'Etat,

De Griffier van de Raad van State,

K. MEES.